

# Entrepreneuriat :

quand la diversité  
frappe à la porte

Publication de BePax  
Paraît 5 fois par an

DÉCEMBRE 2018  
JANVIER 2019

## Sommaire

### Comité de rédaction

Benjamin Peltier,  
Edgar Szoc,  
Laetitia Werquin,  
Simon Lechat,  
Jihad Guenaou.

### Rédaction-Administration

ASBL BePax  
Chaussée Saint-Pierre, 208  
1040 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 896 95 00  
E-mail : info@bepax.org  
facebook.com/bepaxasbl  
www.bepax.org

Compte bancaire:  
BE 28-7995-5017-6120

Mise en page  
www.acg-bxl.be

<b>EDITO</b>	3
<b>DOSSIER</b>	
<b>African Dream entrepreneurial : La re-colonisation de l'Afrique par la diaspora ?</b>	4
Mireille Tsheusi Robert	
<b>Femmes racisées et entrepreneuses : un phénomène qui se développe</b>	7
Jihad Guenaou	
<b>En Belgique : quand les syriens se mettent aux affaires</b>	10
Benjamin Peltier	
<b>ACTUALITÉ</b>	
<b>Accueillir par intérêt économique plus que par respect des droits. Un pari risqué</b>	13
Simon Lechat	

## Entrepreneuriat : quand la diversité frappe à la porte

**U**n élément sur lequel la lutte contre le racisme insiste de plus en plus est l'invisibilisation des personnes racisées. Cette invisibilisation est finalement aussi une discrimination : que ce soit dans les médias, dans le personnel politique ou à n'importe quel poste à responsabilité (directeur-riche d'école par exemple) on constate une sous-représentation des personnes racisées. Cette invisibilisation n'a pas un impact neutre. Dans un outil pédagogique publié récemment par BePax ("Le Signalement : Comment comprendre, repérer et combattre les discriminations?"), nous écrivions : "Invisibilisation et marginalisation se renforcent mutuellement et ont des effets importants, notamment auprès des jeunes. Par exemple, les jeunes homosexuel-le-s qui ne peuvent ainsi trouver d'icônes auxquelles s'identifier. Il en est de même pour le jeune en situation de handicap ou encore les jeunes filles souhaitant s'identifier à une femme qui leur ressemble et qui a une place importante dans la société". Or, dans une société libérale, comme dans celle à l'intérieur de laquelle nous évoluons, une figure qui est particulièrement valorisée socialement est celle de l'entrepreneur, du *self made man*. Le choix de n'utiliser que le masculin pour ces deux termes est à dessein. Car effectivement quand on pense à des personnes pour illustrer ces concepts, ce sont toujours des figures d'hommes aux traits occidentaux qui viennent en premier à l'esprit. Il y a donc un double enjeu dans la représentation des minorités au sein de l'entrepreneuriat : d'une part, il n'y a aucune raison que ce secteur leur soit moins ouvert qu'aux autres, ce serait discriminatoire, et d'autre part, cela permettrait d'avoir un impact sur la perception de ces minorités et sur leur visibilité.

Il y a quelques temps, le secrétaire d'état à l'asile et à la migration, Théo Francken, avait affirmé qu'il doutait de "la valeur ajoutée de la diaspora marocaine, congolaise ou algérienne". Ces propos d'un racisme choquant ne sont-ils finalement pas le reflet d'un racisme plus partagé que ce qu'on l'on n'ose généralement admettre? Ils sont l'aboutissement de ce mécanisme d'invisibilisation : les postes à forte valorisation sont rendus inaccessibles aux personnes issues de ces "diasporas", cela augmentant encore les préjugés à leur égard et permettant une parole décomplexée comme celle de Théo Francken.

Ce numéro abordera trois domaines spécifiques : l'entrepreneuriat des afro-descendant-e-s de Belgique, la question de l'entrepreneuriat des femmes issues des minorités et enfin un zoom sur l'entrepreneuriat de la communauté syrienne bruxelloise. Ces trois focus ne permettent absolument pas d'embrasser la globalité de la thématique, nous les envisageons plutôt comme un premier contact sur le sujet qui donnera peut-être envie à certain-e-s d'en savoir plus.

Enfin, le dernier article de ce numéro sera consacré à la question des migrations : est-ce légitime pour les défenseurs des migrants de toujours brandir l'argument de l'impact économique positif de la migration pour défendre leur cause? N'est-ce pas là une arme qui pourrait s'avérer être à double tranchant pour les défenseurs des Droits Humains?

Je vous souhaite bonne lecture et déjà une excellente année 2019!

**Benjamin Peltier**

## African Dream entrepreneurial La re-colonisation de l'Afrique par la diaspora ?

Depuis une petite dizaine d'années, l'esprit d'entreprise est promu sur les réseaux sociaux et les blogs belgo-africains. La résurgence de cette thématique et sa promotion par les politiques publiques ne sont certainement pas étrangères au taux de chômage au sein de certains groupes tels que les personnes d'origine étrangère et les NEET<sup>1</sup>. Rapidement, entreprendre est devenu à la mode chez les premières et secondes générations issues du continent africain et le monde associatif s'est adapté à ses nouveaux enjeux. Aux côtés des structures d'accompagnement à l'emploi tel que Job@Ubuntu, les initiatives pour révéler les talents entrepreneuriaux sont nombreuses : "Trouve Ta voie" de l'asbl Union, "Afropreneur Belgium" de l'asbl Racines Africaines, etc. Mais quelles sont les spécificités de cette entrepreneuriat afrobelge ? L'une d'entre-elle semble préminente, c'est la trans-nationalité de l'entrepreneuriat, en particulier en lien avec les pays africains.

La question de la confiance est au centre du processus entrepreneurial

### "BXL Diversity Booster", une recherche pour comprendre

En 2017, les associations BePax et Bamko ont mené une recherche-action dénommée "BXL Diversity Booster"<sup>2</sup> qui visait l'empowerment de jeunes afro-descendants ainsi que l'étude de leurs besoins et difficultés spécifiques. Cette recherche a notamment montré que la question de la confiance est au centre du processus entrepreneurial. En effet, ayant été socialisé dans un environnement où ils ont déjà vécu une certaine discrimination raciale, la seconde génération afro-descendante peut parfois se montrer

méfiant face au double risque que représentent le projet entrepreneurial d'une part – qui est parfois vécu comme un saut dans le vide – et d'autre part les discriminations dans le cadre de prêts bancaires notamment. Vu l'expérience d'autres afro-descendants qui n'ont pu compter que sur eux-mêmes, sur le plan financier par exemple et, compte tenu de leur couleur de peau, les futurs entrepreneurs se demandent si les banques, les clients, les fournisseurs ou encore les bailleurs leurs feront confiance. En effet, il est avéré qu'une personne d'origine étrangère éprouve plus de difficultés à trouver un logement<sup>3,4</sup>, il est dès lors légitime d'appréhender le moment où l'entrepreneur devra louer un local pour développer son activité. Mais les jeunes rencontrés dans le cadre de cette recherche se montrent positifs et innovants pour s'adapter et

contourner ces difficultés. Tandis que les uns évoluent sur internet d'autres travaillent à domicile ou développent des niches dites ethniques. Mais la plupart rêvent d'aller, de retourner voire de s'installer définitivement en Afrique afin d'ouvrir leur business.

L'entrepreneuriat prend une résonance particulière chez les belgo-africains car c'est un processus qui vise à sortir d'une précarité résultant du racisme et de la discrimination belge. Selon une étude de la Fondation roi Baudouin<sup>5</sup>, malgré le fait que 60% des afro-belges aient fait des études supérieures, leur taux de chômage est quatre fois plus élevé que le reste de la population belge (Demart et al. 2017). L'enjeu est donc de taille pour une composante qui prend conscience d'elle-même et des rapports post-coloniaux.

### La re-colonisation de l'Afrique par la diaspora ?

Contrairement au concept de "Rêve américain"<sup>7</sup> plutôt individualiste et qui rompt avec les pays d'où sont originaires les "dreamers", "l'African dream" vise d'emblée une émancipation collective de la diaspora et/ou des collectivités locales africaines. Et ce, tout en (re)connectant les entrepreneurs avec leur culture africaine d'origine. L'idée est aussi de responsabiliser la diaspora afin qu'elle donne "une bonne image de l'Afrique" dans son pays occidental d'adoption ou de naissance. Dans la diaspora, beaucoup considèrent qu'un "afropreneur"<sup>8</sup> se doit d'être utile au continent africain ou du moins, à son pays d'origine et qu'il doit aussi représenter une plus-value pour la diaspora en comblant des carences spécifiques. C'est le cas de cette créatrice de livres pour enfants qui fabrique des poupées afro-descendantes<sup>9</sup>, répondant ainsi à la demande de nombreux parents qui ne trouvent que peu de choses comparables dans le circuit commercial habituel.

Parallèlement à cette première forme d'entrepreneuriat qui se développe sur le sol belge et qui use et abuse des marchés de niche, il y a les entreprises transnationales ou celles qui s'installent complètement dans les pays africains. Cette catégorie d'entreprises doit faire face à de vives critiques. Les entrepreneurs sont accusés de se comporter comme de "nouveaux colons", venus d'Europe pour "sauver" l'Afrique d'elle-même. Le processus est décrié mais les comportements aussi : certains afro-belges dénoncent aussi une mentalité et des réflexes européens de la part de jeunes socialisés ou nés en Belgique ("bounty"<sup>10</sup>) et qui souhaitent lancer leur business en Afrique. Cette critique peut émaner des entrepreneurs africains (n'ayant aucun lien avec l'Europe), qui connaissent aussi un développement exponentiel, en témoigne le court-métrage "Afropreneur"<sup>11</sup> (2015), des voix s'élèvent aussi en Belgique. Lors d'un forum en *non-mixité* qui s'est tenu à Bruxelles le 22 août 2017 sur l'entrepreneuriat de femmes belges et afro-descendantes, une participante à la fois huée et applaudie lors de son intervention, s'explique :

*"Excusez-moi, je ne veux pas gâcher l'ambiance mais quand même, vous réfléchissez comme les Blancs en voulant toujours comparer l'Afrique à l'Europe. La première intervenante qui a parlé a dit que son plus gros souci c'est le gouvernement corrompu et le "retard d'internet" (de son pays d'origine). Comme s'il n'y avait pas de corruption en Belgique ?! Et puis, si internet pose trop de problèmes, peut-être que c'est votre idée de business qui n'est pas adapté aux besoins locaux. Alors faites win-win et travaillez à développer un réseau de communication internet plus fluide au lieu de vous plaindre ici et de contribuer à donner une mauvaise image de l'Afrique (applaudissements, la modératrice l'empêche de continuer). Mais je n'ai pas fini, laissez-moi terminer, je sais qu'il y a des tabous, des choses que vous ne voulez pas entendre. Vous voulez aider l'Afrique ? Alors commencez par créer des entreprises de droit congolais et non de droit belge, parce qu'on sait où vont vos impôts !". (Une participante afro-belge d'une trentaine d'années.*

- 1 - Not in Education, Employment or Training, en français : ni étudiant, ni employé, ni stagiaire.
- 2 - Un livre rapporte les résultats de cette recherche-action financée par le Ministère bruxellois de l'économie et de l'emploi : "La couleur du risque jeunes afro-descendant.e.s. et entrepreneuriat", Sarah Demart et Mireille-Tsheusi Robert, Etude BePax 2017.
- 3 - <https://www.lesoir.be/145430/article/2018-03-15/discrimination-au-logement-la-priorite>
- 4 - <http://mrx.be/wp/desole-cest-deja-loue-pas-une-fatalite/>
- 5 - "Des citoyens aux racines africaines: un portrait des Belgo-Congolais, Belgo-Rwandais et Belgo-Burundais" (Demart, Schoumaker, Godin, Adam, 2017) [https://www.kbs-frb.be/fr/Activities/Publications/2017/20171121\\_CF](https://www.kbs-frb.be/fr/Activities/Publications/2017/20171121_CF)
- 6 - The epic of America, James Truslow Adams, 1931.
- 7 - C'est aussi le nom d'un projet français qui vise à motiver la diaspora à investir dans leurs pays d'origine. Chaque année, un grand meeting permet de recruter des jeunes de la diaspora à fort potentiel, favoriser et d'accompagner le retour d'une classe de jeunes cadres africains compétents et expérimentés, d'accompagner des projets d'investissements des cadres de la diaspora partout en Afrique (pour) bâtir en toute confiance l'Afrique de demain".
- 8 - C'est à dire un entrepreneur d'origine africaine.
- 9 - "AfroRacines" de Leticia Stanchi Pereira dos Santos, afro-brésilienne installée en Belgique (<http://afroracines.wixsite.com/afroracines>)
- 10 - Appellation péjorative, qui fait référence à une barre chocolatée fourrée de chair de noix de coco. Comme cette collation, les personnes désignées sont dites "brune à l'extérieure, blanche à l'intérieur"
- 11 - <https://www.jeuneafrique.com/387910/economie/start-up-documentaire-afropreneurs-dit-de-l'entrepreneuriat-afrique/>



60% des afro-belges ont fait des études supérieures mais leur taux de chômage est quatre fois plus élevé que celui du reste de la population

C'est donc notamment sur base d'une certaine forme de "culpabilité bounty", face aux critiques de (re) colonisation de l'Afrique par la diaspora, que s'est formée une certaine culture de l'"afropreneuriat" belge<sup>12</sup>. Bon nombre d'entrepreneurs veulent entreprendre pour eux-mêmes mais aussi pour "sauver" les autres africains et afro-descendants de la précarité ainsi que pour leur permettre de revaloriser des cultures, des valeurs, des matières premières africaines (bissap, gingembre, beurre de Karité, etc.). Cette tendance peut se retrouver dans le reste de la population avec par exemple les entreprises écologiques ou la promotion de certains produits dits miracles (spirulines, etc) mais dans le cas des entrepreneurs de la diaspora africaine, cet aspect apparaît comme une constance prédominante et une nécessité politique de lutte contre le racisme. In fine, pour une majorité "d'afropreneurs" et d'"afropreneuses", l'entreprise à but social et/ou politique n'est pas une option, c'est le point de départ de leur projet entrepreneurial et une condition sine-qua-none de la crédibilité de leur business.

### Identité et économie : des thématiques liées

La problématique de la loyauté se pose de façon taboue parce qu'une grande partie des jeunes entrepreneurs sont de nationalité belge et bien qu'ils aient un discours sur la valorisation de l'Afrique, dans les faits, pour des raisons de sécurité mais aussi d'*identité culturelle belge de fait*, ils ne s'engagent en Afrique qu'en gardant fermement un lien juridique et commercial avec l'Europe. D'ailleurs, certains mettent en avant leurs compétences interculturelles afin de mener des projets entre les continents. Seulement, dans les milieux belgo-africains, cette compétence est parfois remise en cause, surtout si ces jeunes dès lors qualifiés de "bounty" sont nés en Belgique ou y sont arrivés en bas âge. Ils sont

aussi accusés de ne s'intéresser à l'Afrique uniquement parce qu'ils vivent la discrimination raciale en Belgique. Un opportunisme tantôt encouragé, tantôt décrié. Cette tension interne montre à quel point les thématiques identitaires et raciales peuvent influencer et s'imbriquer aux enjeux économiques, mettant ainsi en exergue que l'enjeu central est l'auto-émancipation d'une frange de la population belge, exaspérée de dépendre d'un système qu'ils jugent structurellement raciste<sup>13</sup>.

Mireille Tsheusi Robert



### Envie d'en savoir plus sur cette question ?

Mireille-Tsheusi Robert a écrit une étude sur le sujet, intitulée "la couleur du risque : jeunes afro-descendants et entrepreneuriat". Celle-ci est toujours disponible chez BePax, vous pouvez la commander en vous rendant sur notre site [www.bepax.org](http://www.bepax.org) dans l'onglet "Etudes et outils pédagogiques".

12 - Mais des logiques similaires sont en œuvre en France aussi.  
13 - <https://www.levif.be/actualite/belgique/la-belgique-est-un-pays-structurellement-raciste/article-normal-84813.html>

# Femmes racisées et entrepreneuses : un phénomène qui se développe

Les femmes dans le marché du travail : voilà un sujet qui fait couler énormément d'encre (et heureusement) et toute cette encre n'a pas entièrement coulé en vain. Grâce à cette attention, nous disposons maintenant de données assez précises sur l'accès au marché du travail des femmes. Des études montrent une tendance certes positive, les femmes sont de plus en plus présentes sur le marché du travail, mais un taux d'emploi des femmes encore largement inférieur à celui des hommes. En effet, en Belgique, ce taux est de 58,7 % pour les femmes et 67,5% pour les hommes<sup>1</sup> : ceci est une des facettes des inégalités de genre qui subsiste dans notre société.

### Cumul des traits discriminants : la double peine

Lorsqu'on essaye d'y voir de plus près au sein même du groupe "femmes", on constate que des inégalités d'un autre genre existent : le pourcentage

de femmes racisées présentes sur le marché du travail est nettement inférieur au taux global des femmes sur le marché du travail. Ainsi pour les femmes issues des pays candidats à l'entrée dans l'Union Européenne, elles ne sont que 22,6% à travailler, pour celles issues du Maghreb, on

est à 20,3% et plus bas encore, pour celles issues du Proche/Moyen-Orient, seulement 16,1% sont présentes sur le marché de l'emploi<sup>2</sup>. Ceci nous donne à voir la double discrimination que subissent ces femmes par leur identité de femme et de racisée.



Si on affine encore notre analyse et que l'on s'intéresse au domaine de l'entrepreneuriat, on constate que seulement un dixième des femmes ayant un emploi sont indépendantes contre deux dixièmes pour les hommes. Et encore une fois lorsque l'on zoom sur ce dixième, on constate que les femmes racisées sont quasi absentes.

Ainsi, être à la fois une femme et entrepreneuse est encore minoritaire de nos jours. Ceci s'explique entre autres par la légitimité liée au genre que les femmes ne s'accordent pas dans certains domaines de la société. En effet, non accessibles jusque-là aux femmes, ces secteurs sont empreints de constructions patriarcales qui marquent l'inconscient individuel et collectif de profonds stéréotypes sociaux. Il y a pourtant une ambiguïté : il existe de plus en plus de projets nationaux ou européens qui encouragent les femmes à accéder au statut d'entrepreneuse. On peut évidemment se poser la question de la motivation. Est-ce par passion de l'égalité ou par opportunisme économique ? Cependant, on ne peut que s'en réjouir. Quel impact aurait sur notre société, une présence accrue des femmes dans les affaires ? Si les femmes entrepreneuses étaient beaucoup plus nombreuses, cela impacterait à coup sûr la vision des femmes dans la société.

L'entrepreneuriat est un moyen d'émancipation professionnelle et identitaire où la liberté de vivre son identité pleinement et de fournir un service sont combinés

Lorsqu'on s'intéresse de plus près au cas des femmes racisées entrepreneuses, on remarque qu'il n'existe presque pas de littérature à ce sujet. Certes elles sont peu nombreuses, mais ce nombre si petit peut nous questionner sur le rôle de notre société à ce sujet. Les femmes racisées, se sentent-elles encore moins légitimes que les autres femmes à accéder à un statut d'indépendante ? Les discriminations structurelles (accès à des financements, etc.) freinent-elles ces femmes ? L'absence de modèle et la non valorisation des femmes entrepreneuses jouent-elles un rôle dans le processus de légitimation ?

Cependant, des femmes entrepreneuses et racisées existent. L'identité de femme racisée joue-t-il un rôle dans ce choix professionnel ? Y voient-elles une forme d'émancipation ou un choix par contrainte contre les discriminations potentielles rencontrées pour accéder au marché de l'emploi ?

Toutes ces questions sont primordiales : la forte présence de discriminations dans le marché du travail combinée à la valorisation ainsi que les promotions de l'entrepreneuriat féminin permettent de voir en l'entrepreneuriat par des femmes racisées un potentiel domaine professionnel de libération et d'émancipation de ces femmes.

De plus en plus de jeunes femmes racisées se lancent dans l'entrepreneuriat (création de PME, freelance, etc.) : c'est un moyen d'émancipation professionnelle et identitaire où la liberté de vivre son identité pleinement et de fournir un service sont combinés, sans qu'un tiers mette un frein à cette émancipation totale en y voyant une quelconque contradiction.

Ce choix peut aller plus loin et être un outil conscient ou inconscient de valorisation de la femme racisée dans la société et de confirmation aux yeux de tous de sa capacité à être libre, indépendante, à identité multiple et professionnelle dans le service qu'elle fournit.

### Témoignage : rencontre avec une de ces femmes

T. travaille comme indépendante dans le marketing digital. Elle crée du contenu en ligne pertinent pour les utilisateur-ices, en accord avec les attentes de ses client-e-s (généralement des entreprises mais aussi des artistes ou des associations). Ces contenus doivent suivre des règles qui permettent un maximum de visibilité via les moteurs de recherche (Google principalement).

Avant de te lancer dans ton activité, des éléments de ton identité t'ont-ils fait hésiter à le faire ? J'étais super stressée de me précariser, et je n'aurais absolument pas pu passer le cap si je n'avais pas un partenaire qui gagne sa vie extrêmement bien. Je viens d'un milieu socio-économique assez pauvre, ou du moins très "prolo", où c'est hyper important d'être "stable". Il y a un peu cette mentalité de "on en a pas chié avant toi pour que tu deviennes saltimbanque", les générations avant toi ont pas eu le choix et ont trimé pour que toi tu aies plus donc c'est à toi de carburer pour leur rendre la pareille. Et je pense que ça vient aussi du fait qu'il y a un clair sentiment de "si t'es dans la merde, on ne va pas pouvoir trop t'aider donc il faut absolument que tu ne le sois pas". Alors bon déjà que je n'ai pas fini mes études et que je bosse dans un domaine hyper obscur pour ma famille, le fait de quitter le "confort" d'un job en entreprise c'était impensable. C'était donc un gros pas à franchir, mais en même temps dans le contexte anglo-saxon, je ne me voyais pas continuer à être en "office" (bureaux) avec des douleurs chroniques et surtout dans un milieu très, très blanc qui peut être super pesant... Du coup pour moi ça a été plutôt une motivation de me dire que je pourrais être à mon compte, sans avoir à supporter les blagues reloues dans la cuisine du bureau ou avoir à mordre sur ma chique quand Jean-Pierre fait une énième vanne raciste. Après j'ai eu super peur et je me mets une grosse pression en termes de revenus, parce que je sais que de par mon background social je dois assurer. Des fois, je culpabilise aussi de ne pas avoir choisi l'option qui rapporte le plus. Parce que du coup, je pourrais sûrement aider plus

financièrement [mon entourage] si j'étais dans une boîte de marketing digital à gravir les échelons.

Ton identité de femme racisée a-t-elle été un frein dans ton travail d'indépendante ? Du coup plus qu'un frein, ça a été une motivation ! Après le fait d'être en white passe à 80% du temps aide aussi ! Et j'ai le choix de ne pas utiliser le nom à consonance arabe de ma mère puisque j'ai les deux noms (de mon père ou de ma mère).

As-tu mis des stratégies en place ? J'ai l'impression que j'avais plus de stratégies à faire en étant en bureaux et employée qu'en étant freelance. Mais en même temps, on doit user de stratégies à longueur de temps sans le réaliser j'imagine. Je passe

beaucoup de temps seule face à mon ordinateur et je limite les interactions, du coup c'est très reposant.

Ce n'est certes qu'un témoignage mais il illustre déjà bien plusieurs éléments que nous citons au début de cet article. Notamment le fait que l'entrepreneuriat puisse être perçu comme une solution face à un marché du travail discriminant. On ne peut d'ailleurs s'empêcher de dire que si l'entrepreneuriat offre une possibilité tout à fait intéressante pour ces femmes, dans le même temps,

cela prouve l'échec de nos sociétés à se montrer inclusives vis-à-vis de la diversité. Et le marché du travail offre un des meilleurs exemples des conséquences du racisme structurel sur les personnes racisées voulant s'y intégrer.

Jihad Guenaou



## En Belgique : quand les syriens se mettent aux affaires

**Plus de 20.000 syriens sont arrivés en Belgique depuis 2011. Auparavant, ils n'étaient que quelques milliers à vivre dans notre pays et ne constituaient pas, à proprement parler, une minorité visible. Désormais à Bruxelles ou Anvers, il n'est plus rare de tomber sur un commerce syrien récemment ouvert. Que ce soit de l'HoReCa, des épiceries, des magasins de vêtements ou encore des services, l'immigration syrienne a su se montrer rapidement active dans le domaine entrepreneurial. Ce dynamisme a quelque chose de surprenant : d'autres communautés aussi nombreuses n'ont pas cette présence visible. Comment l'expliquer ? Cette analyse va s'attacher à explorer cette réalité.**

**I**l est 15h quand nous arrivons chez Mohamad à Anderlecht. Son magasin de vêtements de travail "WorkWear Alep" borde les abattoirs d'Anderlecht. On le repère de loin avec tous les drapeaux syriens qui ornent sa façade. Il nous invite dans son petit bureau au fond du magasin. On se croirait en Syrie : le ventilateur tourne pour couper cet air épais de l'été, le mur est orné d'affiches touristiques syriennes montrant différents monuments, les gens entrent et passent, saluent et boivent un café avant de repartir. Nous sommes installés dans deux divans et dorénavant la maîtrise de notre emploi du temps ne nous appartient plus.

Mohamad est une exception : il est arrivé en Belgique il y a 17 ans. Il a travaillé des années durant dans des entrepôts de tri de vêtements de seconde main en Flandre. Dans ce business particulier de l'envoi de vêtements vers l'Afrique, les Syriens ont progressivement supplanté les belges. A l'époque, la méthode consistait à envoyer des containers remplis de vêtements non triés et rarement propres en bateau et de trouver des acheteurs intéressés. Les Syriens vont vite voir le potentiel d'améliorer le produit en triant les vêtements par taille, par type et en veillant à un niveau de qualité minimum. Très vite les importateurs africains vont apprécier acheter "du syrien" et la

petite communauté syrienne belge va s'en faire une spécialité. Mohamad lui, après des années dans le secteur, va utiliser ses économies pour sortir de ce métier où les hangars pleins de poussières détruisent sa santé. Il va ouvrir en 2009 ce magasin de vêtements de travail. Puis arrive 2011 et la révolution syrienne. Progressivement des membres de la famille de Mohamad vont arriver en Belgique. Ainsi Ali arrivé en bateau à partir de la côte libyenne après des expériences d'une rare violence sur son trajet, parvient à rejoindre son oncle en Belgique en 2014. La notion de famille en Syrie est d'une part beaucoup plus inclusive que la nôtre (elle s'étend par exemple dans le cas

D'autres syriens ont lancé un magasin de fruits secs : amandes grillées, noix de cajou ou graines de tournesol, on les trouve tous





de Mohamad aux petits-enfants des cousins de ses grands-parents) mais aussi beaucoup plus importante : si des membres de la famille sont dans le besoin, il est évident qu'on se mobilise totalement pour leur venir en aide. En 2018, c'est autour de 200 syriens membres de la famille de Mohamad qui sont maintenant en Belgique. Pays qu'ils ont choisi afin de rejoindre la seule personne en Europe qu'ils connaissaient. Dès lors, le business familial va se structurer autour de celui de Mohamad. Il va donner ses bons plans, ses fournisseurs, ses conseils aux membres de sa famille qui vont commencer à ouvrir des magasins similaires, au sien. Même esthétique, quasi le même nom à chaque fois, on pourrait croire à une chaîne, mais non, tous ces magasins sont indépendants les uns des autres. En plus de celui d'Anderlecht, il y en a maintenant aussi à Saint-Josse, à Saint-Gilles, à Jette, à Etterbeek et à Laeken. Le business semble marcher et tout cela a essaimé au départ d'une seule personne.

Mohamad explique "les membres de ma famille je les ai conseillés. Je leur ai expliqué comment marchaient les choses ici en Belgique. Ce n'est pas comme chez nous. D'autres Syriens ne comprennent pas ça". Et il commence à pester sur un syrien qui a ouvert un commerce quasi identique au sien à côté d'un de ses magasins. "Ils pensent que l'on est en Syrie". Là-bas, en effet, dans les souks, les commerces d'un même type se rassemblent au même endroit : on va trouver tous les bouchers ensemble dans le même secteur, tous les marchands de chaussures,... "Ici en Belgique, faire la même chose c'est du suicide, il va me faire perdre de l'argent et à lui aussi".

L'histoire de Mohamad et de sa famille est assez révélatrice. Ce n'est pas un cas isolé. Une autre famille dont certains membres étaient là depuis longtemps, les Sarraj, ont maintenant essaimé le business familial, des bars et des snacks, dans tout Bruxelles, dont certaines adresses à des endroits prestigieux comme aux halles Saint-Gery.

C'est à Anderlecht autour de la chaussée de Mons, que se retrouve la plus grosse concentration de commerces syriens. S'y trouve notamment un petit supermarché de produits, principalement alimentaires, syriens. Tous les réfugiés viennent s'y fournir, mais pas seulement. Le commerce tourne bien : huile d'olive, fromages syriens, humous, on y trouve de tout. Le propriétaire Abu Mohammed était déjà gérant de plusieurs magasins en Syrie et ses réflexes commerciaux se sont vite réactivés une fois en Belgique.

En face, d'autres syriens ont lancé un magasin de fruits secs : amandes grillées, noix de cajou ou graines de tournesol, on les trouve tous. Ils sont tous grillés sur place dans l'arrière-salle visible depuis le magasin. Là clairement on vise une clientèle large : le commerce est soigné et le magasin ne désemplit pas.

Troisième exemple un peu plus loin, le salon de coiffure d'Abou Nidal. Celui-ci est un palestinien de Syrie. Il vivait dans le camp palestinien de Yarmouk dans la banlieue de Damas, réduit en cendres par le régime syrien. Il y avait un salon de coiffure parmi les plus populaires du coin. Très vite après son arrivée en Belgique, il lance son propre salon. Et rapidement il devient une référence. Alors qu'il habite Liège et ne dispose pas de voiture, son heure de fermeture devient *de facto* celle du dernier train, malgré une heure théorique mise à 18h30. "Souvent il est impossible de fermer car les gens me supplient de les prendre. Un jour un client insistait, je lui ai dit que je n'avais pas le choix, je devais fermer car j'allais rater mon dernier train, il m'a alors proposé de me reconduire chez moi à Liège en voiture si je lui coupais les cheveux". C'est véritablement avec son talent qu'Abou Nidal s'en sort car les conditions ne sont pas simples pour lui : il ne parle quasi pas français ("pas trop le temps de prendre des cours avec tout le travail") et sa demande d'asile n'est toujours pas approuvée malgré déjà trois ans d'attente. "Tous

les mois je dois retourner faire ma carte provisoire. Heureusement que j'ai le salon sinon je ne sais pas comment je tiendrais".

Tous les Syriens rencontrés sont unanimes sur le fait que si beaucoup de Syriens se lancent dans les affaires en Belgique, c'est "parce que les Syriens sont des travailleurs". C'est en tout cas une conception de leur identité à laquelle ils tiennent et qu'ils se font un devoir d'entretenir. Dans les faits, on constate que ce sont principalement deux éléments qui permettent aux Syriens de "réussir" dans les affaires :

- C'est soit grâce à un membre de la famille arrivé des années auparavant qui a ainsi servi "d'ouvreur de voie" au reste de la fratrie après être lui-même passé par des essais-erreurs et des aventures commerciales plus ou moins heureuses.
- Soit parce qu'une activité commerciale pratiquée en Syrie avant l'arrivée en Belgique peut être plus ou moins répliquée ici et ainsi faciliter sa réussite.

Mais il reste un dernier aspect qui n'a pas été abordé : la plupart des commerces et restaurants sont tenus par des Syriens du nord : d'Alep à la côte de la Méditerranée. Pas du reste du pays. En effet, historiquement la ville d'Alep a toujours été un carrefour commercial important. Si avec le temps l'importance de celui-ci a décliné, cela n'a pas changé le goût de ses habitants pour le commerce et Alep était toujours la capitale économique syrienne au début de la guerre civile. "Un dicton répandu en Syrie affirme que si le choix se présente, un Alépin préfère qu'on lui prenne sa vie plutôt que son argent. Non pas par avarice, mais parce que les habitants de cette ville ont la réputation d'être durs en affaires et d'avoir transformé le commerce en art."<sup>1</sup> Et de cette identité dont ils sont si fiers, vient incontestablement une partie du dynamisme commercial qui caractérise plusieurs d'entre eux.

Benjamin Peltier

1 - "Syrie: à Alep, rebelles et commerce ne font pas bon ménage" in La Croix, 7 septembre 2012.

# Actualité

Accueillir par intérêt économique plus que par respect des droits.

## Un pari risqué

**Durant l'été 427 avant notre ère, durant la Guerre du "Péloponnèse" qui oppose Athènes et ses alliés à Sparte et ses alliés, une grave question divise l'assemblée d'Athènes : faut-il ou non massacrer les habitants de Mytilène ? Comme aujourd'hui Mytilène est alors la plus grande ville de l'île de Lesbos, aujourd'hui bien connue pour les réfugiés qui y échouent. Alliée forcée d'Athènes, Mytilène s'est révoltée mais rapidement la ville fut reprise. En représailles, l'Assemblée d'Athènes ordonne alors d'exécuter la population de la ville.**





**C**ependant, un doute traversant les Athéniens, l'Assemblée reprend les débats sur la question dès le lendemain.

Deux visions s'opposent. D'une part, celle de Cléon qui prétend que l'absence d'un châtement dur entraînera davantage de révoltes parmi les alliés d'Athènes, et d'autre part celle de Diodotos qui estime qu'une décision sévère ne calmerait pas le désir d'insurrection parmi les alliés d'Athènes mais qu'au contraire elle serait de nature à pousser plus loin dans leurs retranchements les futures cités qui se révolteraient, car elles sauraient désormais qu'elles n'ont aucune pitié à attendre du vainqueur en cas d'échec de leur

révolte. Finalement, c'est le point de vue de Diodotos qui l'emporta et les habitants de Mytilène furent sauvés pour la plupart.

Pour faire épargner les Mytiléniens, Diodotos ne mit pas en avant l'immoralité de cette décision mais il insista bien pour dire qu'il n'était pas dans l'intérêt d'Athènes d'exécuter les Mytiléniens qui n'eurent donc la vie sauve que parce que les Athéniens craignaient que leur mise à mort attise éventuellement d'autres rébellions. Diodotos a-t-il plaidé de la sorte parce qu'il pensait que c'était là la seule manière de convaincre ses compatriotes d'empêcher un crime ? Rien ne permet de l'affirmer mais il est permis de le penser.

Dans ce bond dans le passé, on peut voir une certaine ressemblance avec notre époque où l'on met parfois plus l'accent sur des intérêts économiques que sur des impératifs humanitaires quand il est question d'accueil des réfugiés et des migrants.

En effet, pour ceux qui soutiennent l'accueil des réfugiés et des migrants, il est maintenant fréquent de mettre en avant l'intérêt que représenteraient ces derniers pour nos économies. Ainsi sur les réseaux sociaux, on voit fréquemment des personnes partager des articles universitaires, des vidéos de spécialistes ou des graphiques mettant en avant les bienfaits économiques que représenterait l'immigration. Par exemple,

en septembre 2015, en pleine crise migratoire, le Monde publiait un article<sup>1</sup> reprenant les opinions d'économistes ou de membres du MEDEF mettant en avant les bénéfices qu'on pourrait retirer de ces populations majoritairement jeunes en les intégrant au marché de l'emploi.

Il y a souvent des intentions très louables chez ceux qui mettent en avant les avantages à retirer de l'immigration. Cela permet de balayer les arguments, souvent mis en avant par l'extrême-droite, selon lesquels l'immigration serait un poids économique pour nos sociétés. Les opposants à l'immigration prétendent ainsi que les migrants ne seraient que des fainéants qui viendraient pour profiter des aides sociales avantageuses<sup>2</sup>, ou bien encore qu'au contraire les emplois occupés par des migrants seraient "volés" aux travailleurs autochtones. On peut également entendre que l'immigration serait organisée dans le but de faire pression sur les salaires et les acquis sociaux<sup>3</sup>.

Pour le militant des droits humains, il est compréhensible et sans doute pas inutile de mettre en avant les bénéfices de l'immigration. C'est aussi un champ de recherche tout à fait nécessaire dans les universités pour mieux comprendre les conséquences des migrations sur nos sociétés. Cependant, on peut s'interroger sur la pertinence d'un choix d'argumentation qui consisterait à systématiquement mettre en avant l'intérêt économique que représentent l'accueil des réfugiés et l'immigration pour notre société. Est-il opportun de plaider l'intérêt plutôt que les Droits Humains ?

En effet, n'y a-t-il pas un danger quand on lie une décision qui relève des Droits Humains avec un intérêt économique ? Si l'accueil des réfugiés représente aujourd'hui une opportunité pour nos économies, il n'est néanmoins pas certain que cela soit toujours le cas à l'avenir. Dès lors des citoyens, qu'on aurait convaincu d'accueillir des réfugiés lorsque c'était intéressant pour l'économie et leurs intérêts, seraient-ils toujours favorable à accepter des réfugiés si cela devait s'avérer être un fardeau pour l'économie ? Il est permis d'en douter car si auparavant, pour faire accepter

l'accueil des réfugiés, on a utilisé un argumentaire reposant davantage sur les bénéfices que sur les Droits Humains, il est probable que pour beaucoup les réfugiés ne seraient plus les bienvenus si jamais leur présence devenait problématique pour l'économie.

Sans mauvais jeu de mots, on peut donc se demander s'il est dans l'intérêt des Droits Humains de mettre en avant les intérêts économiques pour faire respecter les Droits Humains ? Car si à l'inverse, on convainc d'accueillir des réfugiés au seul nom des Droits Humains, alors il serait sans doute moins compliqué de les défendre même si dorénavant l'accueil des réfugiés ne se révélait plus bénéfique pour le pays d'accueil.

Il est sans doute plus facile d'emporter l'adhésion quand on utilise des arguments qui plaisent aux gens. Toutefois, les consensus qui s'obtiennent de la sorte sont fragiles et ne reposent que sur les opportunités, parfois volatiles, qu'ils offrent.

En leur parlant de leur intérêt, Diodotos a su empêcher les Athéniens de voter l'exécution des habitants de Mytilène. Mais, durant la suite de la Guerre du Péloponnèse rien n'a pu empêcher le massacre des habitants d'autres cités par les Athéniens, peut-être parce que l'idée de ce qui était l'intérêt d'Athènes avait changé. Si les Athéniens avaient été convaincus d'épargner les Mytiléniens pour des raisons humaines plutôt que par "realpolitik", peut-être alors eut-il été plus facile de dissuader l'Assemblée athénienne de voter l'exécution des habitants d'autres cités. Car si l'intérêt d'un humain, d'un pays ou ici d'une cité, peut être fluctuant, ce n'est pas le cas des impératifs humanitaires qu'on se fixe et qui doivent en principe toujours être respectés quels que soient le contexte et l'intérêt qu'on aurait à les respecter.

Car si l'intérêt d'un humain, d'un pays, ou ici d'une cité, peut être fluctuant, ce n'est pas le cas des impératifs humanitaires

Ceux qui par stratégie, commencent par poser la question de l'intérêt économique de l'immigration pourraient donc faire un pari qui s'avérerait contre-productif dans bien des cas. Trop raisonner ainsi poserait déjà aujourd'hui le risque d'une mise en concurrence des réfugiés et d'un non-respect des Droits Humains. En effet, si l'on ne raisonne que par intérêt alors n'est-il pas utile d'accepter uniquement des réfugiés jeunes plutôt que des personnes âgées ? De n'accepter que les personnes valides et si possible aussi, seulement celles et ceux qui ont un diplôme ? Une telle logique pourrait nous faire continuer longtemps pareilles distinctions morbides.

Dans un XXI<sup>e</sup> siècle où des peuples sont encore massacrés par des tyrans, où les inégalités entre les pays demeurent criantes et où le changement climatique rend la vie de nombreux habitants de la planète de plus en plus difficile voire insoutenable, il est hélas fort possible que les migrations s'accroissent et il n'est pas impossible qu'elles deviennent un poids pour nos pays. Faudra-t-il alors pour autant rejeter ceux qui fuient la mort et la misère ? Ou bien mettrons-nous en avant le respect des Droits Humains qui doit s'appliquer en toutes circonstances ?

Simon Lechat

1 - [https://www.lemonde.fr/economie/article/2015/09/02/l-arrivee-de-migrants-n-est-pas-un-danger-pour-l-economie-europeenne\\_4743046\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2015/09/02/l-arrivee-de-migrants-n-est-pas-un-danger-pour-l-economie-europeenne_4743046_3234.html)

2 - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/11/07/les-intox-du-fn-sur-les-privileges-des-migrants-face-aux-francais\\_5026857\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/11/07/les-intox-du-fn-sur-les-privileges-des-migrants-face-aux-francais_5026857_4355770.html)

3 - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/11/07/les-intox-du-fn-sur-les-privileges-des-migrants-face-aux-francais\\_5026857\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/11/07/les-intox-du-fn-sur-les-privileges-des-migrants-face-aux-francais_5026857_4355770.html)



# Contribuez à une société **plus juste et plus égalitaire**

L'ASBL BePax est heureuse de vous proposer gratuitement la revue Signes des Temps, dont le coût d'impression et d'envoi revient à 1,50 € par exemplaire.

Si vous souhaitez soutenir notre travail de publication, n'hésitez pas à **faire un don sur le compte BE28 7995 5017 6120**. Quel qu'en soit le montant, votre soutien est précieux ! (Déduction fiscale à partir de 40 € sur base annuelle).

**BePax est également apte à recevoir des legs.** Pour plus d'informations, contactez votre notaire ou contactez-nous au +32 (0)2 896 95 00 ou via [info@bepax.org](mailto:info@bepax.org).

## Consultez nos autres dossiers thématiques :



Surfez sur [www.bepax.org](http://www.bepax.org)  
et suivez-nous sur



**BePax**  
Dialogue & Diversité

ASBL BePax  
Chaussée Saint-Pierre, 208  
1040 Bruxelles

Tél. +32 (0)2 896 95 00  
E-mail: [info@bepax.org](mailto:info@bepax.org)  
[facebook.com/bepaxasbl](https://facebook.com/bepaxasbl)  
[www.bepax.org](http://www.bepax.org)